

À qui de droit :

Nous vous remercions de la possibilité de présenter un mémoire au comité.

MAST (Men Against Sexual Trafficking) est une organisation non gouvernementale dont la mission est de lutter contre la traite de personnes au Canada et à l'échelle internationale. Persuadé que le moyen le plus efficace pour mettre fin au problème est de diminuer la demande d'actes sexuels payés, l'organisme axe ses efforts sur le trafic sexuel. MAST prévoit réaliser cet objectif grâce à l'éducation du public sur la question et à la sensibilisation des hommes à l'égard du tort causé à de nombreuses personnes lorsqu'ils consomment de la pornographie et utilisent les services de travailleurs de l'industrie du sexe dont la majorité n'y travaille pas par choix.

Bien que les besoins criants se fassent nombreux, l'organisme cible trois points clés dans lesquelles nous pouvons, en tant que pays, faire une différence importante et réduire ce crime contre l'humanité qui s'intensifie rapidement.

.

Ces suggestions sont :

Une formation pour les avocats et les procureurs de la Couronne afin de les sensibiliser davantage au problème et aux moyens d'intenter avec succès des poursuites en minimisant le plus possible le tort pour les victimes de la traite des personnes qui ont déjà vécu un traumatisme.

Des hausses considérables du financement pour les organisations non gouvernementales qui ont pour mission de lutter contre la traite des personnes sous toutes ses formes.

Financement accru pour former et outiller les groupes d'application de la loi aux échelons municipal, provincial et fédéral qui auraient comme objectif précis de mener les enquêtes et de poursuivre les trafiquants.

La formation des avocats et des procureurs de la Couronne est essentielle pour faire augmenter le nombre de condamnations et de peines plus sévères dans le but de dissuader les trafiquants de s'établir dans les villes canadiennes. Selon MAST, grâce à une communication améliorée et à une meilleure connaissance des méthodes fructueuses dans d'autres territoires de compétence, nous pourrions hausser le taux de réussite des poursuites contre les délinquants dans toute la mesure permise par la loi.

Cette formation permettrait aux avocats et aux procureurs de la Couronne de comprendre l'état d'esprit à la fois des victimes de la traite des personnes et des auteurs de crime. On observerait ainsi une diminution des traumatismes chez les victimes et une volonté accrue de leur part de coopérer avec les autorités.

En résumé, à notre avis, une hausse du financement permettra une formation intensive pour les avocats et les procureurs de la Couronne afin de leur fournir tous les outils nécessaires pour réussir à condamner les trafiquants tout en veillant à la sécurité des victimes et en minimisant les torts supplémentaires aux victimes déjà traumatisées.

Nous suggérons de réserver un montant minimal de **500 000 dollars** pour faciliter ce programme.

Rendre des fonds disponibles immédiatement pour les organisations non gouvernementales qui ont pour mission de lutter contre la traite des personnes sous toutes ses formes.

On compte de nombreux groupes divers ayant pour but d'accroître la sensibilisation du public et de l'éduquer, tandis que d'autres orientent leurs efforts vers l'aide aux victimes de la traite des personnes et leur réhabilitation (?).

Bon nombre de ces ONG reçoivent peu de fonds ou n'en reçoivent aucun et comptent sur la générosité des donateurs ou, dans certains cas, sur les fonds personnels offerts par les membres concernés du groupe.

Lorsque des cas de traite des personnes sont signalés aux ONG, les victimes auront besoin d'une multitude de services pour surmonter le traumatisme qu'elles ont subi.

De plus, afin que ces organismes réalisent leur travail adéquatement, elles doivent avoir recours à des refuges, à un hébergement de soutien et à des logements à long terme. Étant donné que de nombreuses victimes souffrent de stress consécutif à un traumatisme, elles ont besoin d'un soutien psychologique et psychiatrique sur une base permanente.

D'autres ONG axent leur travail sur la sensibilisation au moyen de l'éducation. Elles nécessitent des fonds aux fins de l'impression, des déplacements, des médias électroniques et de bien d'autres projets. Certaines ONG pourraient utiliser les fonds pour mener des campagnes de sensibilisation dans les médias imprimés, sur des panneaux d'affichage, à la radio et à la télévision. Ces campagnes peuvent être d'une valeur inestimable pour communiquer au public le message concernant la gravité du problème et le besoin de changer les comportements chez les hommes et les garçons à l'égard de la valeur des femmes dans notre société.

Un financement accru est également nécessaire pour former et outiller les groupes d'application de la loi aux niveaux municipal, provincial et fédéral, qui auraient pour but précis de mener des enquêtes, d'arrêter les présumés trafiquants et de retirer les victimes de leur milieu. Il existe un besoin réel de former adéquatement les agents sur la façon de démasquer les criminels, de mener les enquêtes et de recueillir des preuves substantielles menant à l'arrestation des responsables de la traite des personnes.

D'autres formations devraient fournir des directives sur la gestion des victimes qui ont peut-être été retenues captives. Dans la majorité des cas, ces personnes ont subi un lavage de cerveau et sont extrêmement traumatisées. Pour cette raison, elles auront de la difficulté à faire confiance à toute personne faisant figure d'autorité.

On pourrait offrir une formation pour enseigner aux enquêteurs à gagner la confiance des victimes tout en recueillant des renseignements sur le dossier. Les trafiquants et les proxénètes sont de fins manipulateurs et savent comment manipuler les victimes pour les empêcher de parler et de coopérer avec les enquêteurs.

Cette formation pourrait être offerte par des travailleurs de première ligne, des groupes d'application de la loi qui ont eu du succès dans leurs enquêtes et auprès des victimes qui ont été retenues captives et par d'anciennes victimes. Bon nombre d'entre elles travaillent aujourd'hui pour éduquer le public au sujet de la traite des personnes et des moyens d'aider les victimes à récupérer. Ces courageux intervenants méritent certainement notre appui!

Les travailleurs de première ligne, qui ont affaire aux victimes de la traite des personnes chaque jour et qui ont un contact direct avec elles, peuvent fournir de l'information sur les réflexions, les craintes et la motivation des victimes ainsi que formuler des recommandations sur les outils nécessaires pour les aider tout au long de la période de rétablissement.

Les groupes d'application de la loi en place peuvent transmettre leurs connaissances et les leçons tirées de leur expérience.

Les anciennes victimes peuvent nous faire comprendre l'état d'esprit des victimes, les moyens utilisés par les trafiquants et les proxénètes pour les manipuler et les intimider et les meilleures solutions pour surmonter les obstacles placés entre eux et le système qui tente de les aider.

La communication entre les groupes est cruciale, car les trafiquants relocalisent souvent les victimes dans une autre ville, province ou même à l'étranger. L'échange d'information entre les groupes est précieux, car l'information déjà recueillie par un groupe peut faire épargner un temps considérable aux autres équipes enquêtant sur le même groupe criminel ou le même suspect.

Bien qu'il soit laborieux d'établir la valeur en dollars du coût d'une hausse de l'aide pour la lutte contre les crimes odieux, on ne devrait pas fixer de limites aux moyens pour protéger les vies humaines.

Par conséquent, nous recommandons **une hausse immédiate de 30 p. 100** du budget de fonctionnement existant à la fois pour la formation des groupes d'application de la loi et pour les ONG œuvrant dans le secteur des services sociaux à l'échelle nationale.

Nous sommes convaincus que ces fonds supplémentaires seront en fin de compte plus que rentabilisés.

Merci de nouveau de nous donner l'occasion de présenter un mémoire au comité. Nous savons que nos suggestions seront prises dûment en considération et nous en sommes reconnaissants.

Présenté par :

MAST-Men Against Sexual Trafficking

Stan Burditt

185, Queenston Cr.

London, Ontario N5W 1N7

N° de tél. : 519-457-3705